

Université Abderrahmane MIRA de Bejaia

Faculté SECG

Département des Sciences Économiques

INTRODUCTION À L'ÉCONOMIE PUBLIQUE

L3 Économie Quantitative (2022-2023)

M. CHALANE Smail

CHAPITRE 2 :

**Les justifications de l'intervention publique
dans une économie de marché**

INTRODUCTION

- **Marché et Etat** sont des **constructions historiques relativement récentes** et les missions qui leur sont aujourd'hui dévolues ont été **longtemps assurées par d'autres entités** (famille, clan, institutions religieuses, armée, Empire...) .
- Aujourd'hui, la **main « invisible » du marché** et la **main « visible » de l'État** s'imposent à chacun de nous ; elles sont absolument **partout dans nos vies quotidiennes !**
- Dans ce cours, on s'efforcera de **clarifier les critères** permettant de **juger du rôle respectif du Marché et de l'Etat** dans les **économies contemporaines**.
- Plus spécifiquement, on présentera **les justifications de l'intervention publique dans l'économie** en partant du **modèle théorique de Musgrave**.

QUESTIONS FONDAMENTALES de la science économique

- **QUE VA PRODUIRE LA SOCIÉTÉ ?** C'est la question : **que produire ?** (et éventuellement **combien produire ?**)
- **COMMENT LA PRODUCTION DEVRAIT-ELLE S'ORGANISER ?** C'est la question : **comment produire ?** (et éventuellement **où produire ?**)
- **COMMENT LA PRODUCTION EST-ELLE RÉPARTIE ?** C'est la question : **pour qui produire ?**

Les domaines de l'intervention économique de l'Etat :

La grille de lecture des économistes

Comment décider de la manière d'utiliser les ressources limitée (rares) de la collectivité ?
Comment décider *quoi produire, comment produire et pour qui produire* ?

Décisions par le marché :

Préférences collectives exprimées par les variations de prix – **Régulation marchande**

Décisions par la puissance publique :

Préférences collectives exprimées par des choix politiques – **Régulation politique**

Manière(s) dont les ressources économiques vont être utilisées

Réponses de la science économique

1) L'économie centralisée

- ✓ la **priorité** est donnée à la **collectivité**
- ✓ la **propriété des facteurs de production** est **collective**
- ✓ la **liberté d'entreprise** est **inexistante**
- ✓ la réponse à toutes les questions est donnée par le **planificateur** (État central)
- ✓ la **répartition des revenus** se fait selon les **besoins de chaque participant**

Réponses de la science économique

2) L'économie décentralisée (économie de marché pure)

- ✓ la **priorité** est donnée à l'**individu**, qui jouit d'un vaste ensemble de droits et de liberté d'action très large
- ✓ l'**État** ne joue qu'un **rôle secondaire (subsidaire)**
- ✓ la **propriété privée des facteurs de production** est garantie
- ✓ la **liberté d'entreprise** est garantie
- ✓ la réponse à toutes les questions est donnée par les **mécanismes de marché** (loi de l'offre et de la demande)
- ✓ la **répartition des revenus** se fait selon la **contribution de chaque participant** à l'activité économique

Réponses de la science économique

3) L'économie sociale de marché (économie mixte)

- ✓ la **priorité** est donnée à **l'individu**, qui jouit d'un vaste ensemble de droits et d'une liberté d'action très large
- ✓ la **propriété privée des facteurs de production** est garantie, la **liberté d'entreprise** est garantie... **mais certaines restrictions ne sont pas exclues !**
- ✓ **l'État** joue un **rôle important**
- ✓ la réponse à toutes les questions est donnée à la fois par les **mécanismes de marché** et par la **puissance publique** (État)
- ✓ **l'État** intervient massivement pour **modifier la répartition primaire des revenus** afin de **garantir un minimum de justice sociale** et **préserver ainsi la cohésion sociale**

Une approche normative du rôle de l'État

- **L'analyse des justifications de l'intervention publique** correspond à une **APPROCHE NORMATIVE** du rôle de l'État.
- Il s'agit concrètement d'**identifier les critères qui motivent cette intervention**, sous des formes et des degrés divers, allant de *l'État minimal* à *l'interventionnisme le plus étendu*.
- Cette approche doit néanmoins être complétée par une **ANALYSE POSITIVE** des **contraintes et limites qui pèsent sur l'intervention publique** et qui expliquent que **l'État ne parvienne pas toujours à répondre de manière optimale aux problèmes posés par les dysfonctionnements du marché**.

Les fonctions économiques de l'État

• **Richard Musgrave (1959)** distingue trois grandes fonctions de l'État sur le plan économique :

1) l'allocation des ressources

2) la stabilisation de l'économie

3) la redistribution des revenus

1) LA FONCTION D'ALLOCATION DE L'ÉTAT

L'intervention économique de l'Etat :

1) MODIFIER L'ALLOCATION DES RESSOURCES RÉALISÉS PAR LE MARCHÉ

- Par sa **fonction d'allocation**, l'État intervient pour **modifier l'allocation des ressources productives**, afin d'atteindre des objectifs jugés **économiquement et/ou socialement plus satisfaisants** que ceux qui résultent du **marché**.
- L'Etat peut ainsi **produire lui-même des biens et des services** à la place du **secteur privé défaillant** (cas des **biens publics** et des **monopoles naturels**)...
- ... ou encore assurer les **ajustements nécessaires dans l'affectation des ressources découlant du marché** (cas des **externalités**).
- L'intervention étatique visant à modifier l'allocation des ressources prend aussi le plus souvent la forme de **politiques économiques structurelles** (**politique industrielle, de concurrence, d'aménagement du territoire**...).

L'intervention économique de l'Etat :

1) LA FONCTION D'ALLOCATION

L'intervention publique pour **modifier l'allocation des ressources**

Décisions individuelles décentralisées dans
le cadre de l'échange marchand

Utilisation inefficace (allocation sous-
optimale) des ressources disponibles

Résultat jugé non-satisfaisant : **la situation
obtenue n'est pas collectivement optimale**

L'intervention économique de l'Etat :

1) LA FONCTION D'ALLOCATION

L'intervention publique pour **modifier l'allocation des ressources**

Décisions individuelles décentralisées dans le cadre de l'échange marchand

Utilisation inefficace (allocation sous-optimale) des ressources disponibles

Résultat jugé non-satisfaisant : **la situation obtenue n'est pas collectivement optimale**

Action sur le fonctionnement du marché

Modifier l'allocation des ressources

Pour se rapprocher de l'intérêt général

**Intervention
État**

2) LA FONCTION DE STABILISATION DE L'ÉTAT

L'intervention économique de l'État

2) STABILISER L'ÉCONOMIE

- La *fonction de stabilisation* a pour objectif de **maintenir l'économie proche d'un équilibre souhaité**, en utilisant les *politiques budgétaire, fiscale et monétaire*.
- Elle relève d'une **régulation « conjoncturelle »** macroéconomique qui vise à « absorber » (atténuer) l'impact des *cycles d'expansion* ou de *ralentissement de l'activité*.
- On retient généralement **4 objectifs de stabilisation** : le *plein emploi*, la *stabilité des prix*, la *croissance* et l'*équilibre commercial*.

"Le Carré Magique de N. KALDOR"

Croissance

Sur cet axe, on indique
le taux de chômage
(en % de la population active)

Sur cet axe, on indique
le taux de croissance
(en % du PIB)

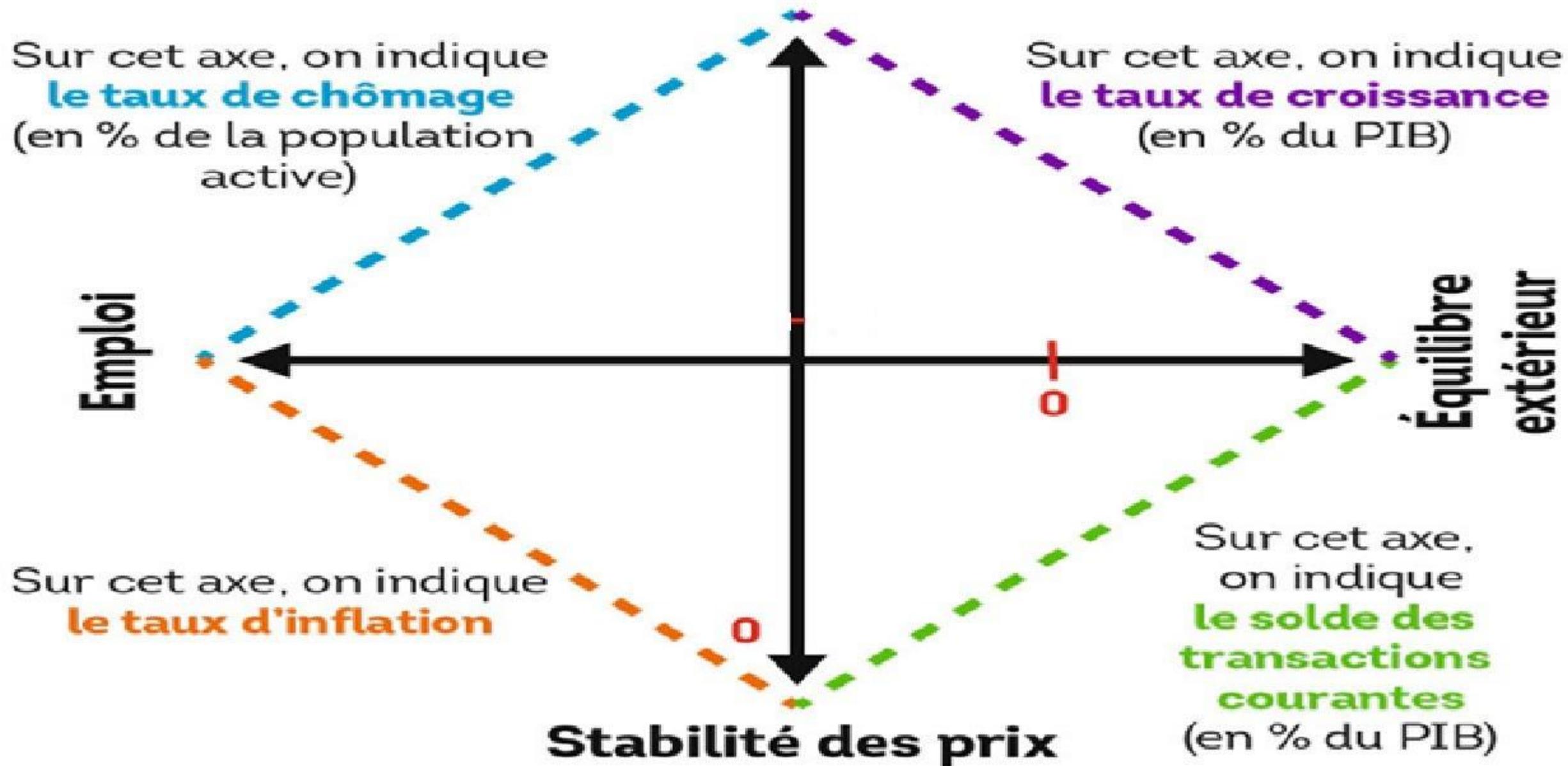
Emploi

Équilibre
extérieur

Sur cet axe, on indique
le taux d'inflation

Sur cet axe, on indique
le solde des transactions courantes
(en % du PIB)

Stabilité des prix



L'intervention économique de l'Etat

2) LA FONCTION DE STABILISATION

L'intervention publique pour **réguler l'activité économique (stabiliser l'économie)**

Fonctionnement des marchés

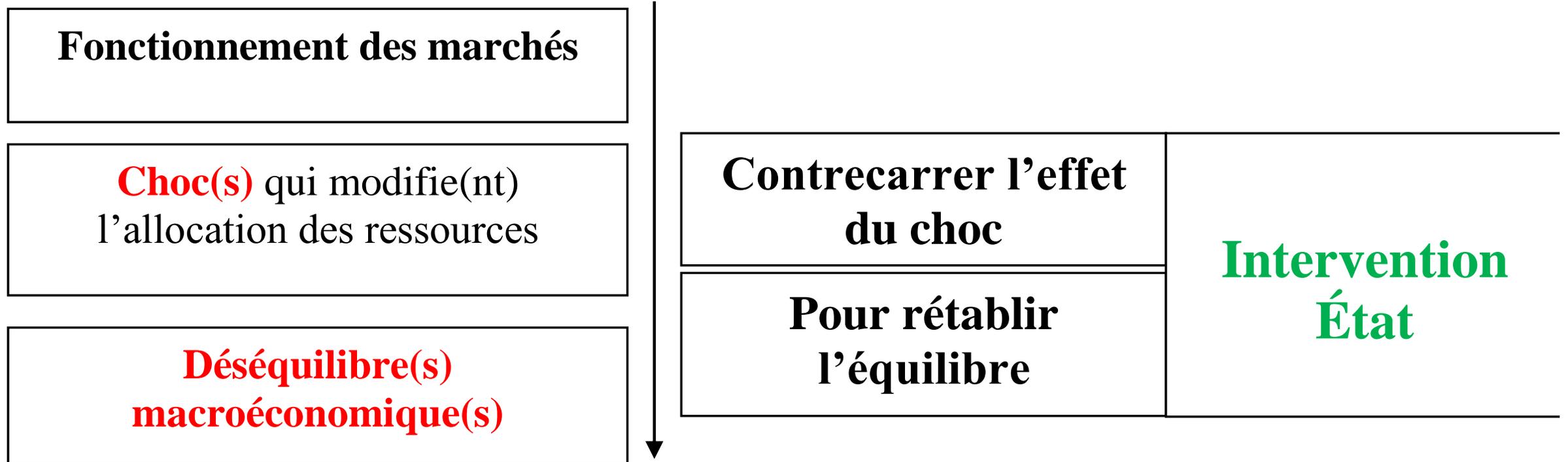
Choc(s) qui modifie(nt)
l'allocation des ressources

**Déséquilibre(s)
macroéconomique(s)**

L'intervention économique de l'Etat

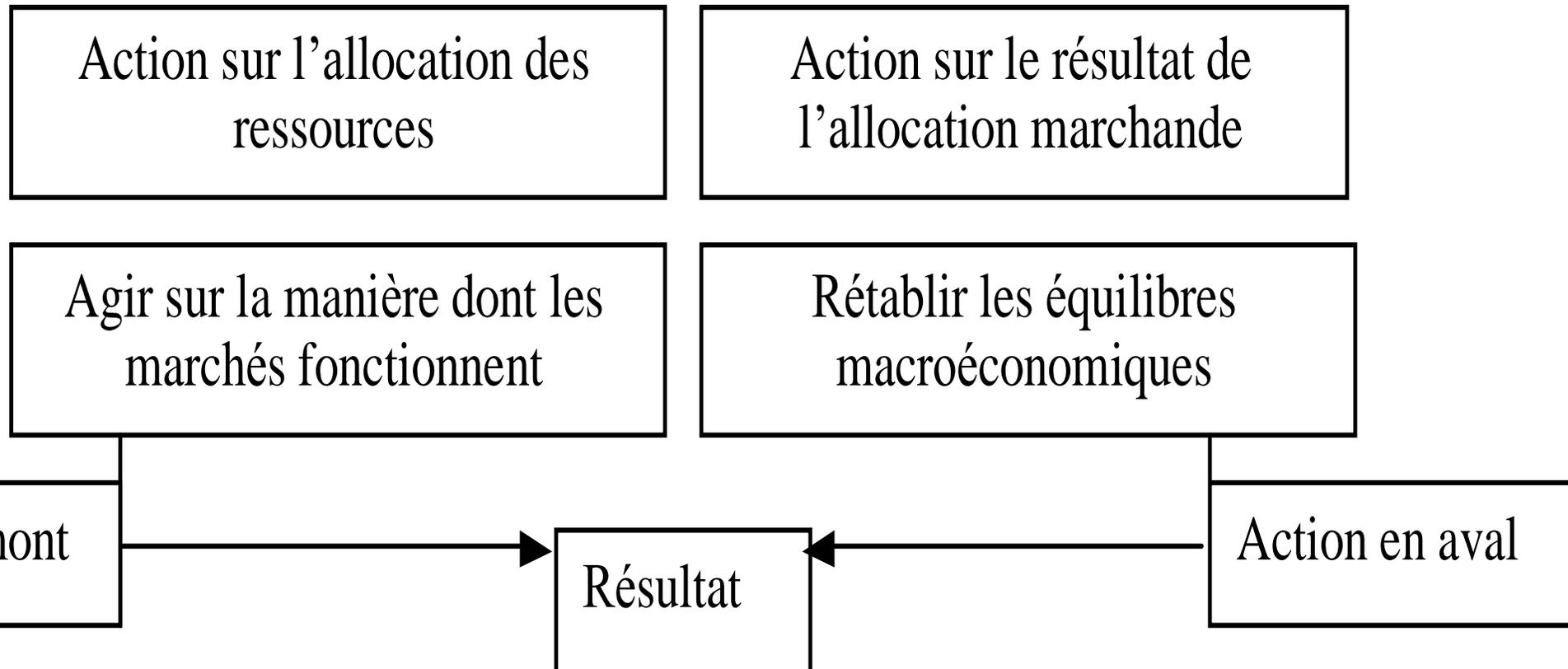
2) LA FONCTION DE STABILISATION

L'intervention publique pour réguler l'activité économique (stabiliser l'économie)



Distinguer *intervention sur l'allocation des ressources* et la *stabilisation de l'économie*

: distinguer intervention sur l'allocation des ressources et **régulation (stabilisation) des marchés**



2) LA FONCTION DE REDISTRIBUTION DE L'ÉTAT

L'intervention économique de l'Etat :

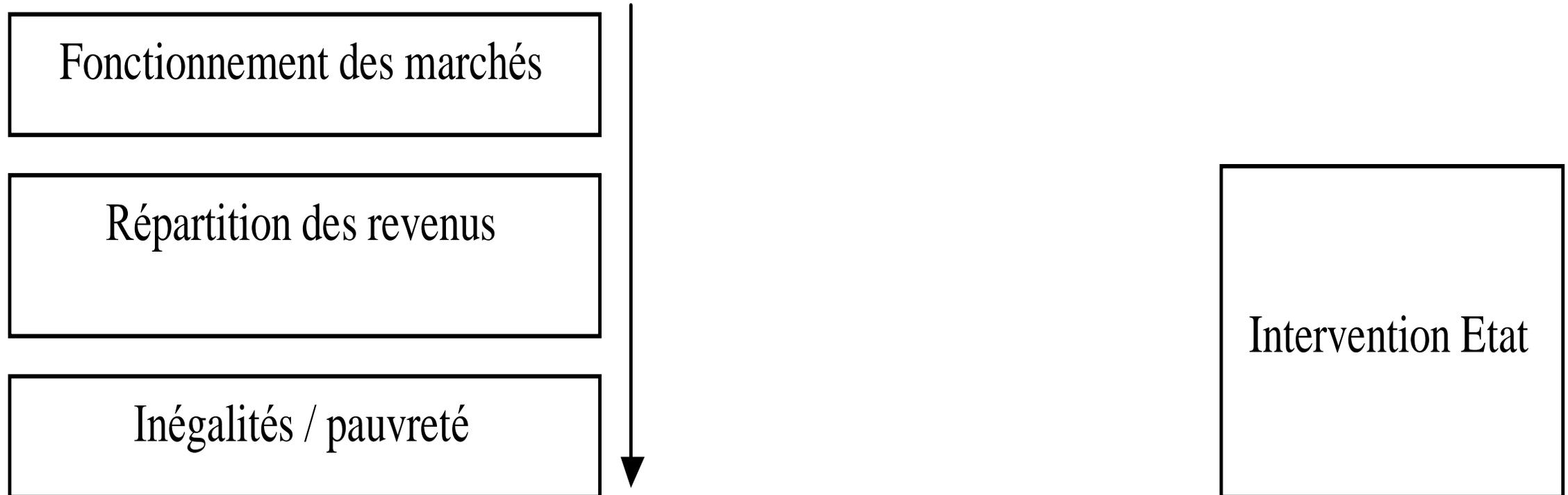
ASSURER LA COHÉSION SOCIALE

- L'économie de marché et la concurrence débouchent très souvent sur une **répartition inégale des revenus** et des **phénomènes d'exclusion sociale**.
- De plus, il ne faut pas oublier qu'il existe une **tendance lourde** dans toute économie de marché : la **concentration croissante du Pouvoir économique**.
- D'où la **redistribution massive des revenus primaires** dans le cadre de ce qu'on a appelé l'**Etat-providence**.
- La politique de redistribution des revenus poursuit à la fois des objectifs de **réduction des inégalités**, de **protection contre les risques sociaux (Protection Sociale)** et de **stabilisation de la conjoncture économique**.

L'intervention économique de l'Etat :

ASSURER LA COHÉSION SOCIALE

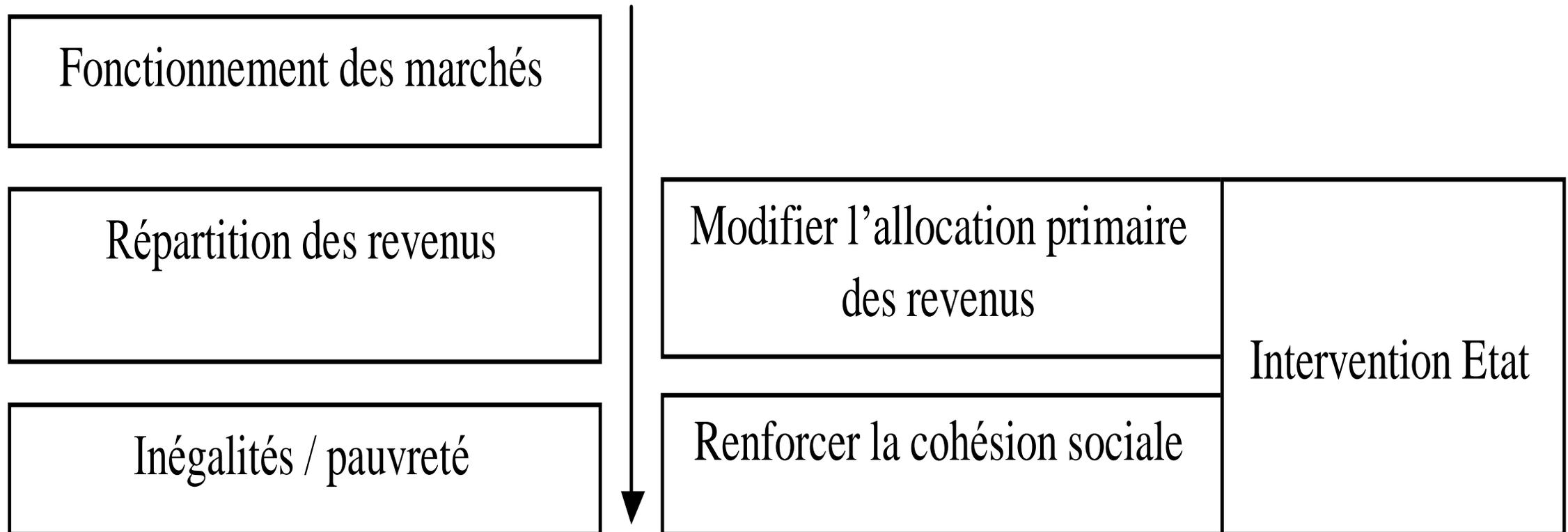
l'intervention économique de l'Etat sur la répartition des revenus



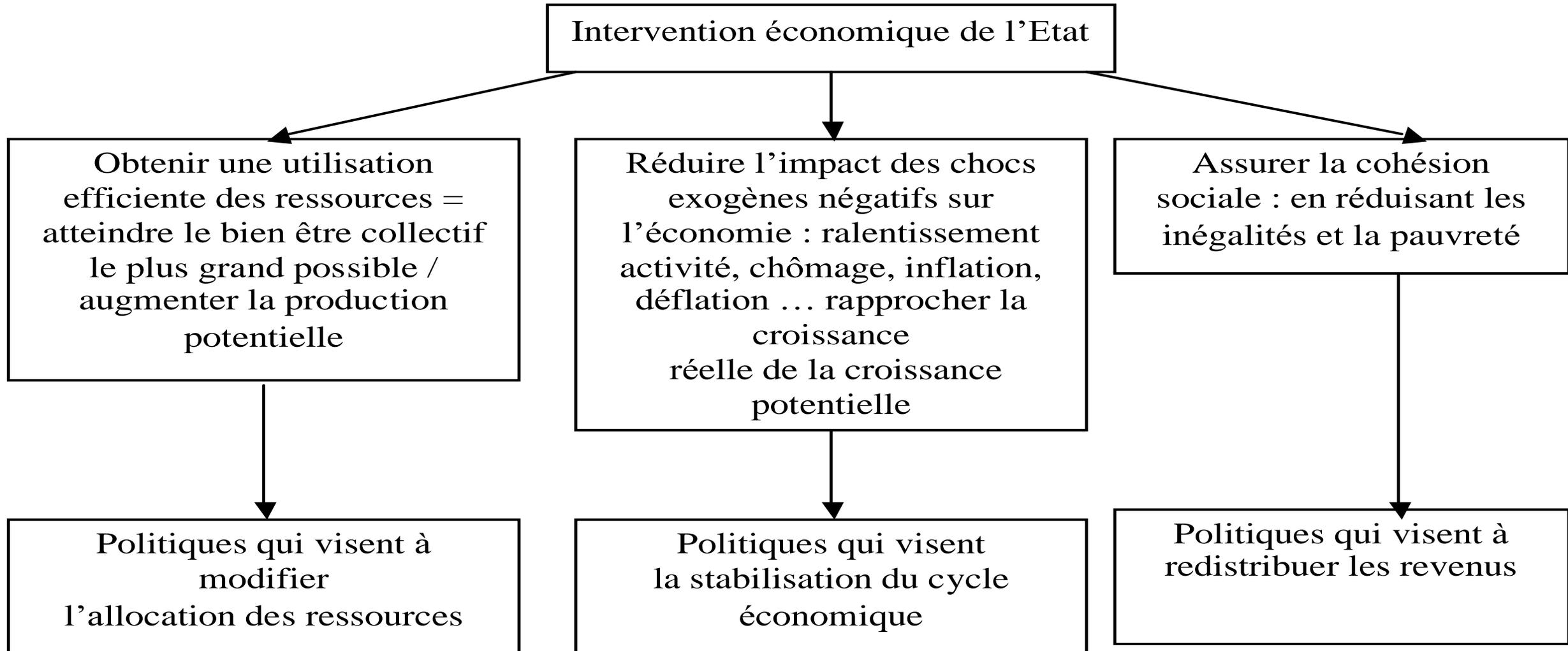
L'intervention économique de l'Etat :

ASSURER LA COHÉSION SOCIALE

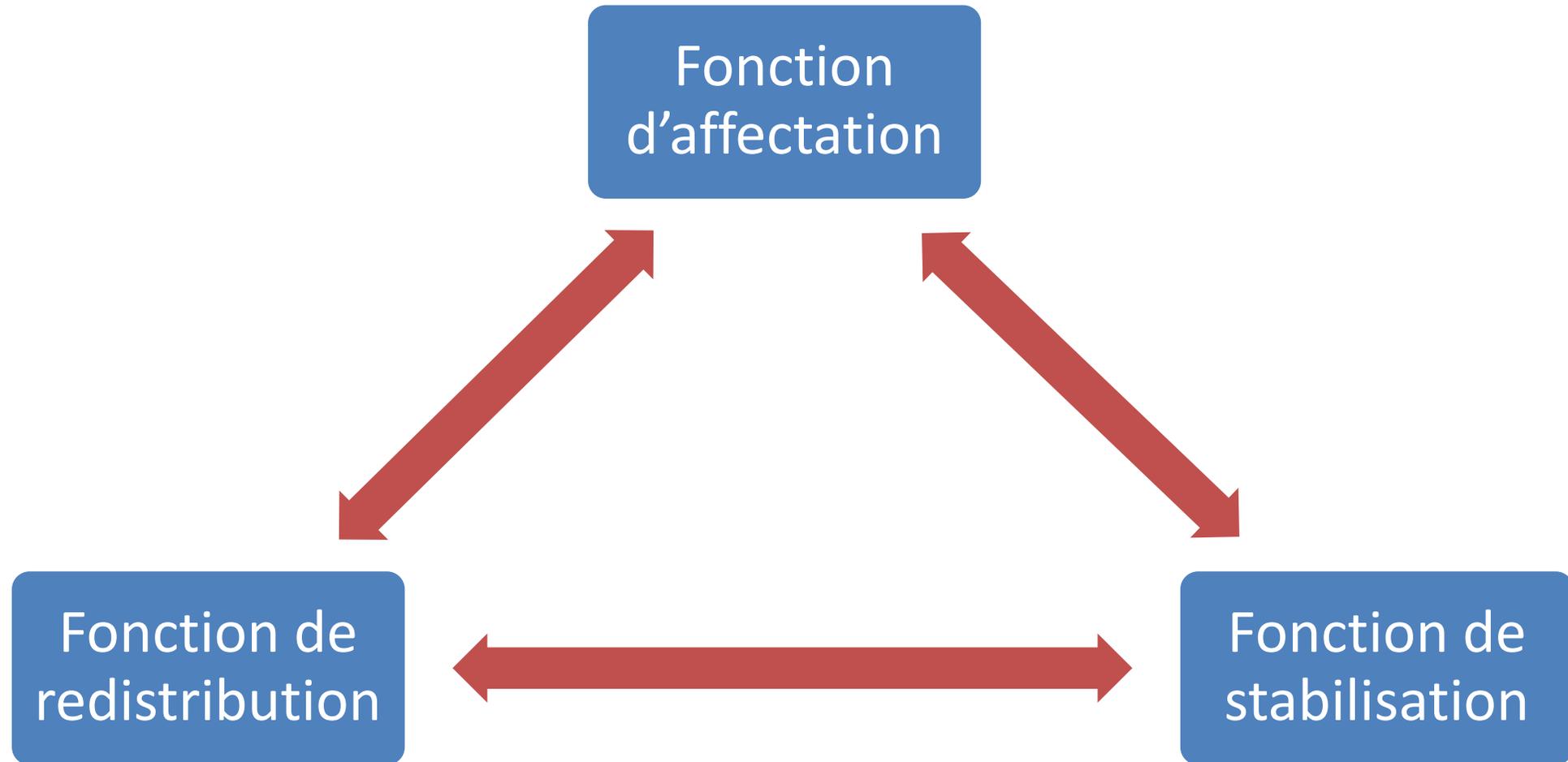
l'intervention économique de l'Etat sur la répartition des revenus



LES TROIS FONCTIONS ÉCONOMIQUES DE L'ÉTAT selon Richard MUSGRAVE (1959)



Interaction entre les 3 fonctions économiques de l'État



DES FONCTIONS PARFOIS POREUSES

- **Cette classification est commode et assez juste...** mais les différentes fonctions **interagissent régulièrement** au moment de leur mise en œuvre.
- **EXEMPLE 1 :** La redistribution est liée à la stabilisation lorsque les **transferts sociaux** croissent en **période de récession**.
 - ➔ Les transferts sociaux permettent d'**augmenter le revenu disponible des ménages**, ce qui leur permet d'**augmenter leur consommation** et donc de **relancer la machine de la croissance**.

DES FONCTIONS PARFOIS POREUSES

- **EXEMPLE 2 :** Les fonctions d'allocation et de stabilisation peuvent conjointement justifier une **politique d'investissement public**.
 - L'investissement public en période de récession participe directement à la relance de la demande globale, mais il permet aussi une **réallocation des ressources productives** au profit de **secteurs d'activité jugés utiles pour la collectivité** (comme les infrastructures collectives).
- **EXEMPLE 3 :** Des **dépenses publiques d'éducation** peuvent être à la fois redistributives et allocatives.
 - L'éducation publique gratuite permet de **réduire les inégalités scolaires** entre classes sociales et participe donc à concrétiser L'IDÉAL (républicain) d'**égalité des chances au sein de la population**. En outre, les dépenses d'éducation participe à la **réallocation des ressources**, dans la mesure où les dépenses d'éducation privées (en l'absence d'intervention de l'État) serait beaucoup moindre. L'intervention de l'État permet ainsi de consacrer une **part plus importante du revenu national aux dépenses d'éducation**.

CONCLUSION

- À l'issue de chapitre, on peut donner une définition autrement plus complète de l'objet de l'économie publique :
« *L'économie publique consiste en l'analyse de la formation des décisions publiques et de l'intervention de l'État justifiée, d'une part, par l'éthique et la justice sociale et, d'autre part, par les défaillances du marché (biens collectifs, monopole naturel, externalités, asymétrie d'information) ».*

QUESTIONS DE RÉVISION

- 1) Quels sont les différents **modes d'allocation des ressources productives** dans une économie ?
- 2) Qu'est-ce qui justifie l'existence de l'État du point de vue de l'analyse économique ? Comment Robert Mustgrave appréhende-t-il les **fonctions économiques de l'État** ? Présenter la typologie des fonctions économiques de l'État selon Richard MUSGRAVE. Donner des **exemples** de chacune des fonctions.
- 3) Donner **deux (2) exemples d'interactions** entre les 3 fonctions économiques de l'État au moment de la mise en œuvre des politiques publiques.